

**PIECES ET RENSEIGNEMENTS A FOURNIR**

- Un extrait Kbis de moins de 3 mois
- Une copie de l'assurance de l'établissement
- Un plan détaillé sur carte de l'installation future de la terrasse

**AVERTISSEMENT**

- Ceci constitue une demande qui ne vaut en aucun cas autorisation tacite.
- Les autorisations qui peuvent être délivrées sont personnelles, précaires et révocables.
- Elles cessent de plein droit en cas de vente du fond de commerce.
- Elles ne sont ni transmissibles, ni cessibles et ne peuvent faire l'objet d'un contrat privé.
- Elles font obligations à leur titulaire d'acquitter les taxes et droits qui y affèrent.
- Le domaine public devra impérativement être libéré de tout matériel dès la fermeture de l'établissement.
- La superficie de la terrasse doit être proportionnelle à celle de l'établissement.
- Pendant la période d'instruction du dossier, le demandeur ne pourra en aucune manière occuper le domaine public.
- 

**Tout dossier incomplet ne sera pas instruit.**

**Toute extension exceptionnelle doit faire l'objet d'une demande préalable.**

Fait à .....le.....

Le propriétaire du fonds de commerce

Prénom ,Nom.....

Signature

CETTE DEMANDE EST A ADRESSER A:

**Mairie d'Alès -Service Occupation du Domaine Public- 14 rue de la République -30100 Alès  
04 66 56 11 23**



**Mairie d'Alès**  
Service Occupation du Domaine Public-  
14 rue de la République -30100 Alès -04 66 56 11 23

**DEMANDE D'AUTORISATION D'UNE TERRASSE ET/OU  
D'ETALAGE.**

- CREATION     RENOUVELLEMENT     CHANGEMENT DE GERANT

**RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ETABLISSEMENT**

**NOM DE L'ETABLISSEMENT** .....

**ADRESSE PRECISE** .....

**N° TELEPHONE FIXE** .....

**N°PORTABLE** .....

**MAIL** .....

**N° SIRET** .....

**PROPRIETAIRE DU FONDS DE COMMERCE**

**NOM ET PRENOM** .....

**ADRESSE** .....

**PERSONNELLE** .....

**N° TELEPHONE FIXE** .....

**N°PORTABLE** .....

**MAIL** .....

**GERANT OU EXPLOITANT**

**NOM ET PRENOM** .....

**ADRESSE** .....

**PERSONNELLE** .....

**N° TELEPHONE FIXE** .....

**N°PORTABLE** .....

**MAIL** .....

**CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION**

## DEMANDE DE TERRASSE ET/OU ETALAGE.

Je sous-signé(e).....agissant en qualité  
de.....sollicite l'autorisation d'installer sur le domaine public  
une terrasse de.....m<sup>2</sup>.

### Répartie de la sorte:

#### Terrasse simple par an :

Soit : ..... de long et .....de large = .....m<sup>2</sup>

#### Terrasse construite par an :

Soit : ..... de long et .....de large = .....m<sup>2</sup>

#### Terrasse construire avec bâche par an

Soit : ..... de long et .....de large = .....m<sup>2</sup>

#### Véranda construite par an :

Soit : ..... de long et .....de large = .....m<sup>2</sup>

#### Etalage par an :

Soit : ..... de long et .....de large = .....m<sup>2</sup>

**L'ensemble des mesures seront effectuées par le personnel du service Occupation du  
Domaine Public / Régie des Foires et Marchés et du stationnement et seront consignées  
sur une fiche « relevé de surface de terrasse » et « relevé de surface d'étalage ».**

### Mobilier de terrasse :

-Nombre de tables  -Nombre de chaises

-Nombre de parasols  -Couleur

-Chauffage Oui  Non  Type

-Jardinières Nombres  Matériaux utilisés

-Eclairages Oui  Non  Type

### Mobilier d'étalage :

Description :.....

Quantité:.....

## Les sanctions

Lorsqu'une installation est faite en infractions à la réglementation et à l'autorisation individuelle délivrée par le Maire, le contrevenant s'expose aux sanctions suivantes: (liste des infractions majoritaires, non exhaustive).

### Pénales

◆Contravention de la 1ère classe, pour les installations non conformes à l'autorisation délivrée (article R.610-5 du Code Pénal).

◆Contravention de la 2ème classe, au titre R.632-1 du Code Pénal, pour dépôt de matériaux sur un lieu public sans autorisation.

◆Contravention de la 3ème classe, au titre du Règlement Sanitaire Départemental article 99-2, pour abandon, dépôt ou jet de papier, détritux ou emballages vides sur la voie publique.

◆Contravention de la 4ème classe, au titre R.644-2 du Code Pénal, pour dépôt de matériaux ou objets quelconques qui entravent ou diminuent la liberté de passage.

◆Contravention de la 5ème classe, au titre de l'article R.116-2 du Code de la Voirie Routière, pour occupation sans autorisation sur domaine public routier ou ses dépendances.

### Administratives

En cas de non-respect des prescriptions édictées dans une autorisation administratives individuelles (arrêté municipal), la ville d'Alès pourra sanctionner le permissionnaire par un retrait définitif ou une suspension temporaire de son autorisation d'occupation du domaine public. Le non-respect de l'autorisation accordée (des mesures réglementant l'heure de fermeture, l'intensité du bruit, de l'emprise au sol, ...) est susceptible d'impliquer la responsabilité civile ou Pénale du permissionnaire.



***Selon la nature de la terrasse et/ou de l'étalage d'autres documents peuvent être demandés ( déclaration de travaux, urbanisme,...).***

***Merci de vous rapprocher du service Occupation du Domaine Public pour tous renseignements complémentaires.***